
Signaux conjoncturels

Résultats des entretiens menés par la BNS
avec les entreprises

2^e trimestre 2021

Rapport des délégués aux relations avec l'économie régionale
destiné à la Direction générale de la BNS pour l'examen
trimestriel de la situation

Les appréciations présentées ci-après reposent sur les
informations recueillies auprès de décideurs économiques de
toute la Suisse. La BNS analyse ces informations, puis les
interprète sous une forme agrégée. Au total, 236 entretiens ont
eu lieu avec des représentants d'entreprises entre le 13 avril
et le 31 mai.

Régions

Fribourg, Vaud et Valais
Genève, Jura et Neuchâtel
Suisse italienne
Mittelland
Suisse du Nord-Ouest
Suisse orientale
Suisse centrale

Zurich

Délégués

Aline Chabloz
Jean-Marc Falter
Fabio Bossi
Roland Scheurer
Daniel Hanimann
Urs Schönholzer
Gregor Bäurle
Astrid Frey
Fabian Schnell

L'essentiel en bref

- Au cours du trimestre sous revue, l'économie s'est redressée et a repris de l'élan. Cette évolution s'explique par l'assouplissement des mesures d'endiguement et par une situation économique favorable à l'échelle mondiale.
- Dans les services ainsi que dans l'industrie et la construction, les chiffres d'affaires en termes réels sont nettement supérieurs aux valeurs du trimestre précédent et du deuxième trimestre 2020. Il faut néanmoins tenir compte du fait que ces périodes de référence ont été en partie marquées par des restrictions considérables en raison de la pandémie.
- Les difficultés rencontrées au niveau des achats et les hausses des prix des matières premières et des produits en amont qui en ont résulté se sont fortement accentuées.
- Les capacités techniques de production ont encore vu leur utilisation augmenter. Dans l'ensemble, elles restent toutefois sous-utilisées, notamment dans les services.
- Les marges ont de nouveau connu une évolution favorable grâce à l'amélioration de la marche des affaires et aux mesures prises.
- Actuellement, les effectifs sont jugés conformes aux besoins. Les entreprises ont l'intention de les accroître fortement au cours des prochains trimestres.
- Les entreprises tablent sur une amélioration continue de leur marche des affaires au cours des trimestres à venir. L'incertitude quant à l'évolution future sur les marchés d'approvisionnement et l'apparition de variants du coronavirus comptent parmi les facteurs de risque les plus importants. Les conséquences structurelles à plus long terme de la pandémie sont également évoquées.

SITUATION ACTUELLE

Amélioration considérable de la situation économique

Au deuxième trimestre, l'économie s'est redressée et a repris de l'élan. L'assouplissement des mesures de lutte contre la pandémie et l'environnement économique favorable à l'échelle internationale expliquent en partie cette évolution. Par rapport au trimestre précédent et au deuxième trimestre 2020, les chiffres d'affaires en termes réels ont fortement augmenté dans les trois domaines d'activité, à savoir services, industrie et construction (voir graphique 1; pour l'interprétation des graphiques, se reporter aux informations figurant à la fin du rapport).

Les exportations vers l'Asie, notamment en Chine, sont jugées extrêmement dynamiques. Celles à destination des États-Unis et du Proche-Orient connaissent également une évolution favorable. La marche des affaires avec les pays européens est qualifiée de morose et inégale. La demande repose sur une large assise pour toutes les catégories de produits. L'activité dans le secteur automobile se renforce et on peut observer les premiers signes d'une légère hausse de la demande dans l'aviation.

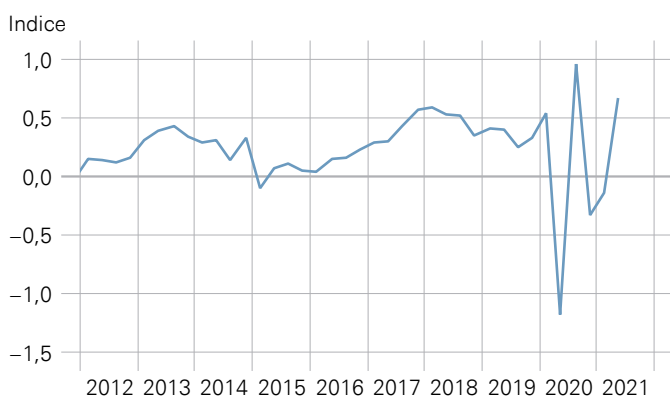
En ce qui concerne l'appréciation de l'impact général de la crise du coronavirus, près de 60% des entreprises indiquent avoir été affectées par la pandémie (voir graphique 2). L'impact général est jugé positif par environ 20% des entreprises, et pour 20% également, soit il n'y a pas eu d'impact, soit les impacts positifs et négatifs s'annulent mutuellement. Ce tableau d'ensemble s'est donc encore amélioré par rapport aux trimestres précédents.

Capacités de production légèrement sous-utilisées

L'utilisation des capacités techniques de production a encore augmenté (voir graphique 3). Dans l'ensemble, elles restent cependant sous-utilisées, notamment dans les services, qui étaient encore concernés par les fermetures et les restrictions ordonnées par les autorités. Dans de larges pans de l'industrie et dans la construction, les capacités sont légèrement surutilisées. Certaines entreprises industrielles recourent de nouveau de plus en plus au travail posté et parfois au travail le week-end.

Graphique 1

CHIFFRES D'AFFAIRES – ÉVOLUTION TRIMESTRIELLE

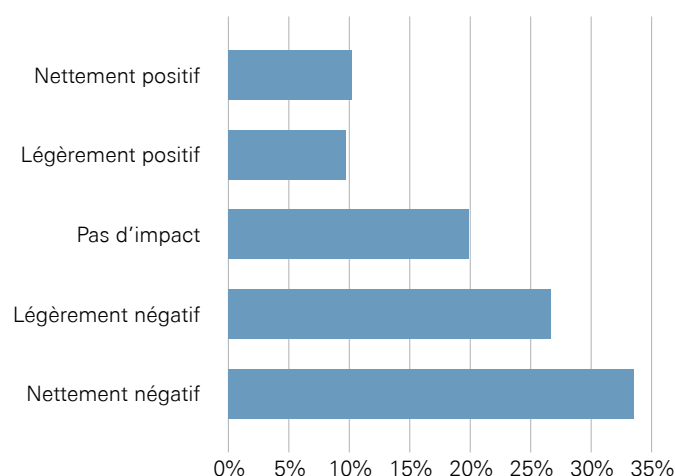


Evolution des chiffres d'affaires, en termes réels, par rapport au trimestre précédent. Les valeurs positives indiquent une augmentation et les négatives, une diminution.

Source: BNS.

Graphique 2

IMPACT GÉNÉRAL DE LA CRISE DU CORONAVIRUS



Source: BNS.

Nette accentuation des entraves à l'achat

Les entraves à l'achat de matières premières et de composants se sont fortement accentuées par rapport au trimestre précédent. Les interlocuteurs considèrent que la situation n'a jamais été aussi tendue depuis le début de la pandémie (voir graphique 4). Durant le trimestre sous revue, 56% des entreprises ont connu des difficultés d'approvisionnement ainsi que des retards de livraison parfois massifs. Les raisons sont nombreuses. Cela tient en partie à la réduction des capacités de production dans certaines entreprises asiatiques, au manque persistant, voire croissant, de conteneurs disponibles et à une demande particulièrement forte venant de la Chine et des Etats-Unis. Les pénuries concernent un grand nombre de matières premières, matériaux et composants de toutes sortes. La situation est précaire en ce qui concerne le bois. Quelques entreprises sont obligées de modifier leurs plans de production en conséquence.

Débouchés toujours sensiblement perturbés

S'agissant des débouchés, les problèmes se sont légèrement amoindris; environ 40% des entreprises font état de difficultés pour livrer leurs produits ou fournir leurs services normalement. Cela s'explique essentiellement par les restrictions imposées aux déplacements et par les branches spécialement affectées par la pandémie. La prospection de la clientèle est toujours entravée.

Effectifs adéquats

Dans l'ensemble, les ressources en personnel sont jugées conformes aux besoins. La situation s'est considérablement améliorée depuis le trimestre précédent, où elles étaient encore considérées trop élevées, mais elle reste très hétérogène selon les secteurs. Tandis que les effectifs sont légèrement trop faibles dans l'industrie et dans la construction, ils sont toujours trop élevés dans les services. Une partie des entreprises maintient le chômage partiel.

Près de 20% des entreprises estiment que leurs effectifs actuels sont trop élevés, contre 40% au trimestre précédent.

Situation normale au niveau du recrutement

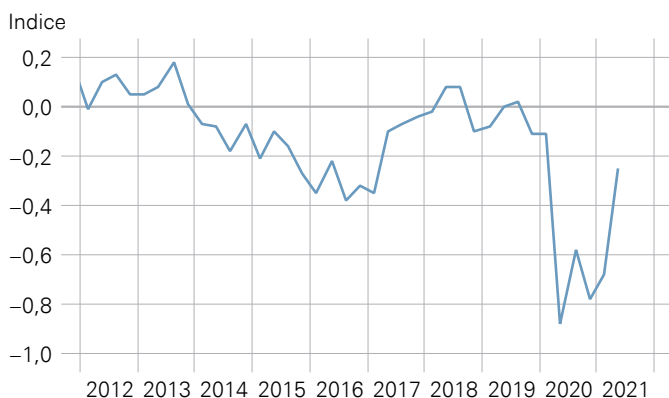
Les entreprises qui ont recherché du personnel font état d'un recrutement qui redevient progressivement plus difficile. La situation continue toutefois d'être perçue comme étant légèrement plus détendue qu'au début de la pandémie. Les interlocuteurs mentionnent un peu plus souvent qu'auparavant qu'il est très difficile de trouver des spécialistes dans certaines catégories professionnelles, notamment des experts en technologies de l'information, des ingénieurs, des laborantins et des chauffeurs. Même parmi les entreprises qui recourent encore au chômage partiel, certaines sont à la recherche de personnel afin d'être prêtes à répondre à la demande lorsque celle-ci se sera redressée.

Amélioration notable des marges bénéficiaires

Les marges bénéficiaires, qui ont été soumises à de fortes pressions au cours des derniers trimestres, se sont sensiblement améliorées. Tandis qu'elles sont encore jugées plus basses qu'à l'accoutumée dans les services et la construction, elles ont atteint le niveau considéré comme habituel dans l'industrie. Les mesures prises par les entreprises au cours des trimestres précédents, telles que le gel des investissements ou la réduction des coûts ainsi que les instruments de soutien de l'Etat comme le chômage partiel et les contributions versées pour cas de rigueur, portent leurs fruits: la proportion d'entreprises qui considèrent le niveau de leurs marges comme «non viable» a encore diminué. Dans les branches des services directement concernées par les restrictions imposées en raison de pandémie, les marges connaissent toujours une évolution défavorable.

Graphique 3

UTILISATION DES CAPACITÉS DE PRODUCTION



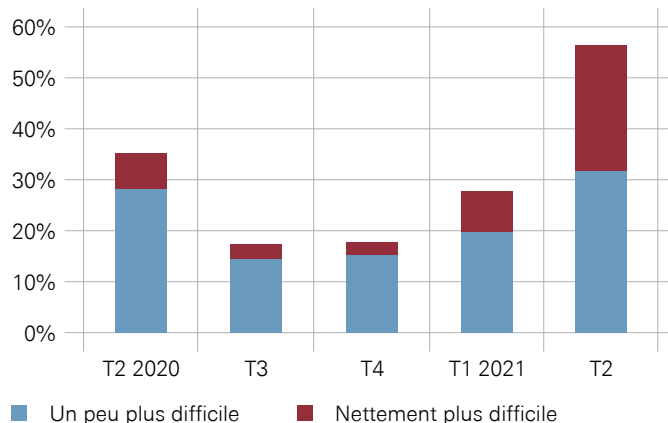
Utilisation des capacités techniques de production et des infrastructures opérationnelles par rapport au niveau normal. Les valeurs positives indiquent une utilisation supérieure et les négatives, une utilisation inférieure à la normale.

Source: BNS.

Graphique 4

APPROVISIONNEMENT

Part des entreprises pour lesquelles l'approvisionnement est plus difficile qu'avant la crise du coronavirus



Source: BNS.

Situation encore plus détendue en matière de liquidités

La situation des entreprises en matière de liquidités s'est encore détendue et n'a jamais été aussi favorable depuis l'apparition de la pandémie. Près de 30% des entreprises jugent leur situation moins tendue par rapport à la période qui a précédé l'apparition du coronavirus (voir graphique 5) et 15% plus tendue. Près de la moitié des entreprises considèrent que la situation n'a pas changé par rapport à cette période.

Outre l'amélioration de la marche des affaires, le recours au chômage partiel, les crédits-relais de la Confédération et les mesures prises par les entreprises en vue de garantir un niveau adéquat de liquidités ont un effet positif et ont parfois entraîné une situation de «surliquidité». Les interlocuteurs n'ont presque aucun retard de paiement à déplorer de la part des clients, ni pertes sur débiteurs. L'hétérogénéité entre les branches et les entreprises reste néanmoins forte.

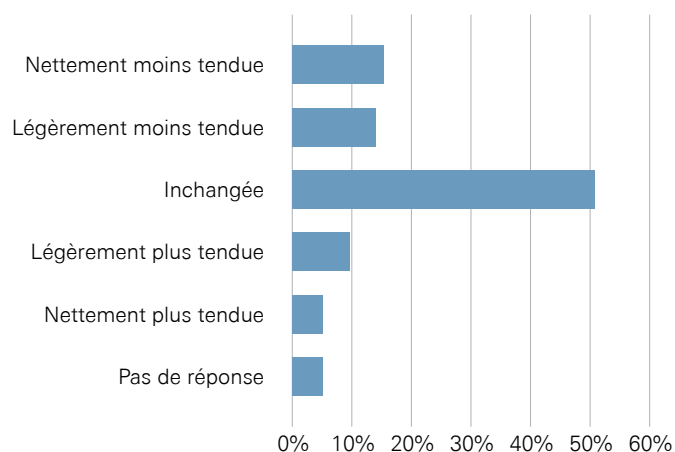
Conditions de prêts

Les interlocuteurs estiment que les conditions de prêts des banques sont similaires à celles de la même période des années précédentes. Environ un tiers des interlocuteurs a le sentiment que ces conditions sont «normales» (voir graphique 6), 15% considèrent qu'elles sont souples et 6% qu'elles sont restrictives. Près de la moitié des entreprises n'ont pu s'exprimer sur cette question parce qu'elles n'ont pas besoin d'un prêt ou ne s'adressent pas à une banque pour en bénéficier. Les représentants de branches fortement entravées par la pandémie perçoivent une plus grande prudence de la part des banques pour les questions financières.

Graphique 5

SITUATION EN MATIÈRE DE LIQUIDITÉS

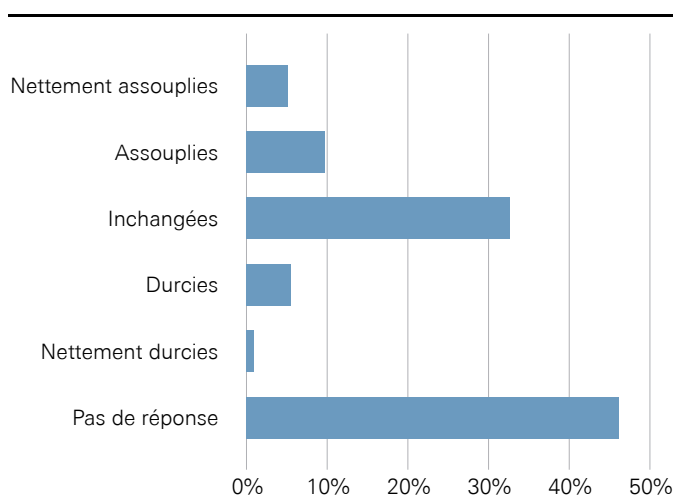
Par rapport à la situation qui prévalait avant la crise du coronavirus



Source: BNS.

Graphique 6

CONDITIONS DE PRÊT



Source: BNS.

ÉVOLUTION OBSERVÉE DANS LES DIFFÉRENTES BRANCHES

Dans le commerce, la marche des affaires s'est nettement améliorée. Dans tous les segments du commerce (commerce de gros, commerce de détail et commerce automobile), les chiffres d'affaires en termes réels sont supérieurs à ceux du trimestre précédent et à ceux enregistrés un an auparavant. Cependant, les infrastructures dans le commerce de détail stationnaire sont toujours sous-utilisées. En revanche, les canaux de distribution en ligne sont fortement sollicités. Hormis dans le commerce de détail stationnaire, les marges sont jugées conformes à la normale.

Le tourisme ainsi que l'hôtellerie et la restauration sont fortement affectés par les conséquences de la pandémie, mais la situation s'améliore au fur et à mesure de la mise en œuvre des mesures d'assouplissement décidées par les autorités. Au cours de la période sous revue, les restaurants ont pu dans un premier temps rouvrir leurs terrasses, puis leurs espaces intérieurs. Dans les branches concernées, les chiffres d'affaires réels sont donc nettement supérieurs à ceux réalisés au trimestre précédent et au deuxième trimestre 2020. Néanmoins, les capacités sont toujours nettement sous-utilisées en raison des mesures de protection encore en vigueur. En outre, les hôtels et les entreprises de restauration continuent d'afficher de grandes différences en fonction des segments de clientèle et des emplacements. Le tourisme d'affaires et le tourisme international restent quasi-inexistants, ce qui affecte fortement l'hôtellerie urbaine en particulier. Les représentants de certaines branches craignent des changements structurels durables dans ce segment.

L'industrie du divertissement et des loisirs compte toujours parmi les branches les plus touchées par la pandémie. Les manifestations ne pourront de nouveau avoir lieu dans une mesure limitée que vers la fin du deuxième trimestre. Pour les entreprises de ces branches, les infrastructures sont donc sous-utilisées et les marges inférieures à la normale. Dans le secteur des médias, la situation des entreprises est tout aussi défavorable.

Dans le secteur financier, les volumes d'affaires ont continué d'augmenter. Tous les segments connaissent une évolution favorable. Le dynamisme persistant des activités hypothécaires, une évolution boursière favorable et l'afflux de nouveaux capitaux y contribuent. Les marges sont jugées conformes à la normale. Certaines banques réduisent leurs réseaux d'agences en raison de la baisse de fréquentation continue de la clientèle dans ces dernières.

Dans les entreprises des technologies de l'information, les chiffres d'affaires en termes réels ont poursuivi leur progression. Le besoin toujours aussi élevé en infrastructures informatiques rapides et encore plus sûres ainsi que l'engouement pour le commerce en ligne sont les principaux moteurs dans ce secteur. Dans la santé, les chiffres d'affaires des entreprises sont également supérieurs à ceux enregistrés le trimestre précédent et un an auparavant.

Dans les branches industrielles, la marche des affaires évolue de façon très positive. Cela tient, d'une part, à la hausse de la demande et, d'autre part, au fait que les chiffres d'affaires ont été parfois très faibles pendant les périodes de référence. L'évolution des chiffres d'affaires est particulièrement dynamique dans l'industrie pharmaceutique, chez les producteurs de denrées alimentaires, dans l'industrie des machines, des équipements électriques et des métaux ainsi que chez les fabricants d'instruments de précision. Les restrictions internationales imposées aux voyages ont des répercussions négatives sur la fourniture de machines et de services ainsi que sur la prospection de la clientèle. Dans l'industrie horlogère et dans le secteur automobile, les signes de redressement se sont encore multipliés.

La marche des affaires est toujours favorable dans la construction. Les chiffres d'affaires en données corrigées des variations saisonnières sont nettement supérieurs au niveau atteint au premier trimestre et à la même période de l'année précédente. Les marges sont encore légèrement inférieures aux valeurs jugées normales. La branche profite d'une vive demande dans la construction d'infrastructures publiques et d'investissements élevés dans l'immobilier résidentiel. Les projets d'extension et de rénovation jouent un rôle moteur dans ce domaine d'activité. Les carnets de commande sont majoritairement bien remplis. La marche des affaires est également favorable dans les bureaux d'architectes, d'ingénieurs et d'études.

En ce qui concerne la situation sur le marché immobilier, les taux de vacance élevés des biens locatifs dans certaines régions et la hausse des prix des biens immobiliers de rendement ont été de nouveau évoqués par quelques interlocuteurs. Les entreprises sont en outre préoccupées par la question de leurs propres besoins futurs en surfaces de bureaux.

PERSPECTIVES

Raffermissement de l'optimisme

Dans les trois domaines d'activité, les entreprises tablent toujours sur une nette hausse des chiffres d'affaires réels (voir graphique 7). Cet optimisme repose, d'une part, sur l'évolution favorable de la demande mondiale et, d'autre part, sur l'efficacité de la campagne de vaccination et sur les assouplissements décidés par le Conseil fédéral.

Parallèlement à ce regain d'optimisme, la part des entreprises estimant que leur chiffre d'affaires ne retrouvera pas encore cette année son niveau d'avant la crise a diminué, passant de 26% à 18% (voir graphique 8). Près de 27% des entreprises ont déjà renoué avec ce niveau au cours de l'année précédente, et 9% au premier semestre 2021. Elles sont 11% à compter y parvenir cette année.

Les interlocuteurs s'attendent à une augmentation sensible de l'utilisation des capacités techniques de production ou des infrastructures au cours des deux prochains trimestres (voir graphique 9). L'effet de rattrapage attendu n'est toutefois pas aussi marqué qu'au trimestre précédent.

Accroissement des investissements

La propension des entreprises à investir s'est sensiblement accrue. Pour les douze prochains mois, elles prévoient des dépenses d'investissement plus élevées tant dans les biens d'équipement que dans les constructions. Une grande partie des projets d'investissement visent le développement et la modernisation des infrastructures informatiques. De nombreuses entreprises n'ont investi qu'avec une extrême prudence l'an dernier, autrement dit n'ont procédé qu'aux investissements de remplacement nécessaires. Compte tenu de la nette amélioration des perspectives, elles sont à présent relativement nombreuses (38%) à investir dans le but d'élargir leurs capacités de production.

Prix d'achat et de vente en nette augmentation

La hausse des prix d'achat et de vente attendus qui s'était amorcée au trimestre précédent s'est accentuée. Dans les trois secteurs d'activité, les interlocuteurs tablent sur des prix en nette augmentation pour les deux prochains trimestres. Par rapport aux entretiens passés réalisés avec les chefs d'entreprise, les anticipations de prix n'ont jamais été aussi nettement orientées à la hausse que durant le trimestre sous revue.

Tandis qu'au trimestre précédent, la hausse des prix concernait surtout les métaux, le plastique et les composants électroniques, les interlocuteurs citent à présent une large palette de matières premières et de produits. L'augmentation des coûts de transport due à des capacités insuffisantes contribue toujours à tirer les prix vers le haut. Dans la mesure du possible, les entreprises répercutent la hausse des prix d'achat sur les consommateurs.

Graphique 7

CHIFFRES D'AFFAIRES – ÉVOLUTION ATTENDUE

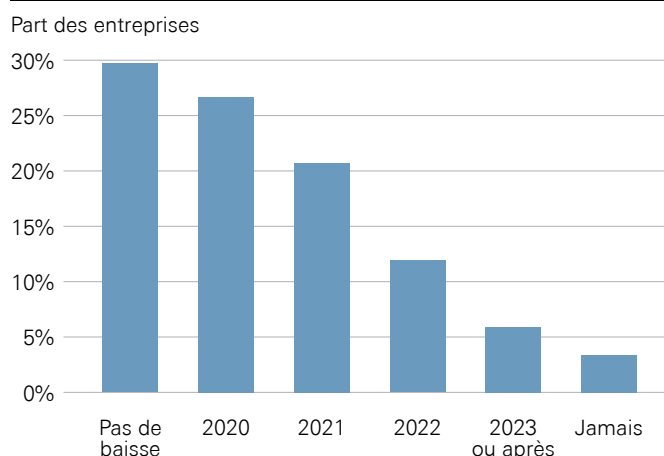


Évolution attendue des chiffres d'affaires, en termes réels, pour les deux trimestres suivants. Les valeurs positives indiquent une augmentation et les négatives, une diminution.

Source: BNS.

Graphique 8

RETOUR DU CHIFFRE D'AFFAIRES AU NIVEAU D'AVANT-CRISE



Source: BNS.

Poursuite du renforcement des effectifs

Au trimestre précédent et pour la première fois depuis le début de la pandémie, les interlocuteurs avaient tablé sur un accroissement de leurs effectifs. Cette tendance se poursuit durant le trimestre sous revue. Tant dans les services que dans l'industrie ou la construction, les entreprises envisagent d'augmenter considérablement leurs effectifs au cours des deux prochains trimestres (voir graphique 10). Cela traduit, d'une part, l'amélioration des perspectives commerciales, et, d'autre part, le fait que de nombreuses entreprises ne jugent plus leurs effectifs actuels trop élevés en raison des réductions d'effectifs intervenues au cours des trimestres précédents.

Le renforcement prévu des effectifs est particulièrement notable dans les branches suivantes: techniques de l'information et de la communication, hôtellerie et restauration, commerce de détail et assurances. La demande de main-d'œuvre est aussi relativement élevée dans la branche pharmaceutique et dans la métallurgie.

Compte tenu de la situation tendue durant l'exercice écoulé, les entreprises voient peu de possibilités d'octroyer des augmentations de salaire substantielles sur un large front; d'après les réponses obtenues lors des entretiens, les salaires devraient augmenter de 0,7% en moyenne pendant l'année en cours, essentiellement au titre d'adaptations structurelles ou de primes au mérite.

ENVIRONNEMENT ET RISQUES

Les difficultés d'approvisionnement qui, selon les interlocuteurs, pourraient persister au moins jusqu'à la fin de l'année, constituent la préoccupation majeure de nombreuses entreprises. Les hausses de prix dues à la raréfaction des biens pèsent sur les marges.

L'incertitude en lien direct avec la pandémie s'est quelque peu atténuée. Les interlocuteurs voient un risque dans de nouveaux variants du coronavirus. Les conséquences structurelles de la pandémie à long terme sont des facteurs d'insécurité évoqués plus souvent. Les craintes liées à l'endettement galopant des États à l'échelle internationale se sont accentuées. A cet égard, la hausse des taux d'inflation est un thème de plus en plus récurrent.

Hormis la stabilité du franc par rapport à l'euro, qui est appréciée, la situation sur le marché des changes ne fait guère l'objet de commentaires.

L'indépendance de la BNS est importante aux yeux des interlocuteurs.

Graphique 9

UTILISATION DES CAPACITÉS DE PRODUCTION – ÉVOLUTION ATTENDUE



Évolution attendue de l'utilisation des capacités techniques de production et des infrastructures opérationnelles pour les deux trimestres suivants. Les valeurs positives indiquent une augmentation et les négatives, une diminution.

Source: BNS.

Graphique 10

ÉVOLUTION ATTENDUE DES EFFECTIFS



Évolution attendue des effectifs pour les deux trimestres suivants. Les valeurs positives indiquent une augmentation et les négatives, une diminution.

Source: BNS.

INFLATION ATTENDUE

Source: BNS.

ANTICIPATIONS D'INFLATION

Les délégués interrogent également leurs interlocuteurs sur leurs anticipations d'inflation à court et à moyen terme en tant que consommateurs.

Les anticipations d'inflation à court terme mesurées par l'indice des prix à la consommation ont fortement augmenté: pour les six à douze prochains mois, l'inflation attendue s'élève à 1,1% en moyenne, contre 0,3% au trimestre précédent (ligne bleue du graphique 11). Cela est souvent mis en relation avec la hausse du prix des matières premières et des composants qui, de l'avis des interlocuteurs, se reflétera progressivement dans les prix à la consommation.

En revanche, les anticipations à moyen terme ont peu évolué: pour les trois à cinq prochaines années, elles atteignent près de 1,2% (elles s'élevaient à 1,1% au trimestre précédent, voir ligne rouge du graphique).

A propos des Signaux conjoncturels**Approche**

Les délégués de la BNS mènent des entretiens trimestriels avec des décideurs économiques de toute la Suisse. Les *Signaux conjoncturels* constituent un condensé des principaux résultats de ces entretiens.

Chaque trimestre, quelque 240 entreprises reçoivent ainsi la visite des délégués. Elles sont sélectionnées en fonction de la structure sectorielle de l'économie suisse telle qu'elle ressort du PIB et de la statistique de l'emploi. Les branches soumises à de fortes fluctuations conjoncturelles sont quelque peu surreprésentées. Par contre, l'administration publique et l'agriculture ne sont pas prises en compte. Les entreprises qui sont prises en compte dans l'échantillon emploient en règle générale au moins 50 collaborateurs. Cet échantillon change chaque trimestre.

Durant les entretiens, les délégués de la BNS recueillent principalement des informations qualitatives. Les entretiens sont toutefois structurés de telle sorte qu'ils permettent aux délégués de répartir une partie des informations qualitatives obtenues sur une échelle quantitative. Il est dès lors possible d'agrèger les données collectées et de les présenter sous forme de graphiques.

Les cinq niveaux de l'échelle utilisés à cet effet correspondent en substance aux appréciations suivantes: beaucoup plus élevé/beaucoup trop élevé (valeur +2); un peu plus élevé/un peu trop élevé (valeur +1); inchangé/normal (valeur 0); un peu plus bas/un peu trop bas (valeur -1); beaucoup plus bas/beaucoup trop bas (valeur -2).

Interprétation des graphiques

Les graphiques présentent sous forme de courbes des informations qualitatives recueillies auprès des entreprises. Les valeurs indiquées correspondent à une moyenne des résultats de l'ensemble des entreprises visitées. Lors de l'interprétation des résultats, l'attention doit avant tout porter sur l'évolution de la courbe; les niveaux et leur variation exacte sont secondaires.

Informations complémentaires

Des données plus détaillées sur les *Signaux conjoncturels* se trouvent sur le site Internet www.snb.ch, rubrique La BNS\ Relations avec l'économie régionale.

Editeur

Banque nationale suisse
Affaires économiques
Börsenstrasse 15
Case postale
8022 Zurich

Conception

Interbrand AG, Zurich

Composition et impression

Neidhart + Schön AG, Zurich

Version imprimée

La version imprimée (exemplaires isolés ou abonnement) peut être obtenue gratuitement à l'adresse suivante:
Banque nationale suisse, Bibliothèque
Case postale, CH-8022 Zurich
Téléphone: +41 (0)58 631 11 50
Fax: +41 (0)58 631 50 48
E-mail: library@snb.ch

La version imprimée du bulletin trimestriel paraît en langues française (ISSN 1423-3797), allemande (ISSN 1423-3789) et italienne (ISSN 2504-3544).



Les fichiers électroniques peuvent être téléchargés en

français: www.snb.ch, Publications, Publications économiques, Bulletin trimestriel (ISSN 1662-2596)
allemand: www.snb.ch, Publikationen, Ökonomische Publikationen, Quartalsheft (ISSN 1662-2588)
anglais: www.snb.ch, Publications, Economic publications, Quarterly Bulletin (ISSN 1662-257X)
italien: www.snb.ch, Pubblicazioni, Pubblicazioni economiche, Bollettino trimestrale (ISSN 2504-480X)

Internet

www.snb.ch

Droits d'auteur/copyright ©

La Banque nationale suisse (BNS) respecte tous les droits de tiers, en particulier ceux qui concernent des œuvres susceptibles de bénéficier de la protection du droit d'auteur (informations ou données, libellés et présentations, dans la mesure où ils ont un caractère individuel).

L'utilisation, relevant du droit d'auteur (reproduction, utilisation par Internet, etc.), de publications de la BNS munies d'un copyright (© Banque nationale suisse/BNS, Zurich/année, etc.) nécessite l'indication de la source, si elle est faite à des fins non commerciales. Si elle est faite à des fins commerciales, elle exige l'autorisation expresse de la BNS.

Les informations et données d'ordre général publiées par la BNS sans copyright peuvent aussi être utilisées sans indication de la source.

Dans la mesure où les informations et les données proviennent manifestement de sources tierces, il appartient à l'utilisateur de ces informations et de ces données de respecter d'éventuels droits d'auteur et de se procurer lui-même, auprès des sources tierces, les autorisations en vue de leur utilisation.

Limitation de la responsabilité

Les informations que la BNS met à disposition ne sauraient engager sa responsabilité. La BNS ne répond en aucun cas de pertes ni de dommages pouvant survenir à la suite de l'utilisation des informations qu'elle met à disposition. La limitation de la responsabilité porte en particulier sur l'actualité, l'exactitude, la validité et la disponibilité des informations.

© Banque nationale suisse, Zurich/Berne 2021